

## "Nous avons d'autres partenaires", rétorque Bujumbura après la sanction de l'UE

RFI, 15-03-2016 Burundi : les autorités relativisent la portée économique de la décision de l'UE L'Union européenne, premier donateur du Burundi, a décidé par ailleurs de suspendre son aide directe au régime burundais du président Pierre Nkurunziza (photo) tout en maintenant une aide humanitaire. Un manque à gagner qui représente environ 20% du budget burundais. L'UE appelle les autorités à revenir à la table des discussions avec l'opposition pour mettre fin aux violences.

L'Union européenne a officiellement suspendu lundi 14 mars son aide directe au régime du président Pierre Nkurunziza en réponse aux violences qui secouent le Burundi. L'UE était le principal donateur du pays et contribuait à hauteur de 20% du budget national. Elle maintient toutefois son aide humanitaire et souhaite développer des projets qui bénéficient directement à la population sans passer par les comptes du gouvernement. Alain-Aimé Nyamitwe, ministre des Affaires étrangères du Burundi, relativise la portée économique de cette décision. « Nous n'avons pas l'impression que la décision d'aujourd'hui va nuire irrémédiablement au fonctionnement normal des institutions de la République burundaise », martèle-t-il. Alain-Aimé Nyamitwe : « Le Burundi pourra bien tenir. Les deux secteurs que vous venez d'évoquer [agriculture et santé: NDLR] sont des secteurs qui ont connu une certaine croissance, sans nécessairement dépendre directement de l'aide de l'Union européenne. Nous avons d'autres partenaires qui aident le secteur. » Pour reprendre son aide, l'Union européenne attend de Bujumbura « des mesures concrètes » notamment concernant une véritable implication dans le dialogue avec l'opposition, qui est restée lettre morte depuis décembre dernier. Mais Bujumbura campe sur ses positions et refuse toujours de dialoguer avec le CNARED [Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha et de l'Etat de droit au Burundi], qu'elle accuse d'avoir participé à l'organisation du coup d'Etat manqué de mai 2015. Pancrace Cimpaye, porte-parole adjoint du CNARED, est persuadé que ces sanctions économiques auront un impact réel et sont même de faire plier le pouvoir de Bujumbura. « Nous allons aussi demander ce que les forces de maintien de la paix qui sont déployées en Somalie soient arrêtées. Parce que les financements de ces missions vont droit dans les poches de Pierre Nkurunziza. C'est seule cette voie qui peut ramener Nkurunziza autour de la table des négociations, qui peut mettre fin à la crise, à l'escalade de violences que Nkurunziza a initiée en mode de gouvernement à Bujumbura », a-t-il ajouté. Pancrace Cimpaye : « Il suffit de voir les mesures qui sont en train d'être prises par le ministre des Finances : plus de formation à l'étranger, plus de missions à l'étranger ne sont pas indispensables, il y a les étudiants qui n'ont plus leurs bourses d'études ! C'est tout un tas de données qui montrent que les caisses sont vides. »